



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 71.325/2
du 2 mai 2022

advies 71.325/2
van 2 mei 2022

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant l'arrêté royal du
3 juillet 1996 portant
exécution de la loi relative à
l'assurance obligatoire soins
de santé et indemnités,
coordonnée le 14 juillet 1994'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van het
koninklijk besluit van
3 juli 1996 tot uitvoering van
de wet betreffende de
verplichte verzekering voor
geneeskundige verzorging en
uitkeringen, gecoördineerd op
14 juli 1994'

Le 4 avril 2022, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 2 mai 2022. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Patrick RONVAUX et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Christian BEHRENDT et Marianne DONY, assesseurs, et Béatrice DRAPIER, greffier.

Le rapport a été présenté par Stéphane TELLIER, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 2 mai 2022.

*

Op 4 april 2022 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 2 mei 2022. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Patrick RONVAUX en Christine HOREVOETS, staatsraden, Christian BEHRENDT en Marianne DONY, assessoren, en Béatrice DRAPIER, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Stéphane TELLIER, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 2 mei 2022.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'alinéa 7 du préambule vise l'avis de l'Autorité de protection des données.

La déléguée du Ministre a précisé que cet avis a été sollicité mais n'a pas encore été obtenu.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette formalité.

Si l'accomplissement de celle-ci devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis à la section de législation qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées devraient lui être soumises à nouveau conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. La déléguée du Ministre a justifié comme suit le fait que les modifications envisagées de l'article 252 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 'portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994' limitent la procédure d'inscription d'office aux seules personnes à charge afin qu'elles deviennent titulaires auprès du même organisme assureur suite à un signal DIMONA, à l'exclusion des titulaires résidents, des étudiants et des bénéficiaires d'une convention internationale :

« La motivation première du projet est, en cas d'inaction de la personne à charge de s'inscrire comme titulaire salarié suite à l'interpellation de sa mutualité, d'éviter des régularisations et suspensions de droit/récupérations éventuelles, dans l'hypothèse où ces personnes auraient dû être inscrites comme titulaires salariés au premier jour du trimestre du début de leur activité, car elles ne répondaient en réalité plus aux conditions pour être personnes à charge.

Le cas des titulaires résidents/étudiants ne se pose pas de la même manière étant donné qu'il n'y a *a priori* pas de problème d'assurabilité qui empêcherait de conserver la qualité de résident/étudiant.

En outre, pouvoir changer d'office la qualité de ces titulaires en qualité de salarié sur la base du signal DIMONA impliquerait de créer des qualités résiduelles dans le cadre de l'article 32 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, ce qui n'est pour l'heure pas l'objectif. Nous pensons que le libre choix de la qualité par l'assuré est important.

Concernant les bénéficiaires de conventions internationales, nous estimons que quel que soit le contenu de notre réglementation, son application ne peut jamais contrevenir aux règles supérieures européennes ceci en vertu de la hiérarchie des normes. Dès lors, en cas d'élément d'extranéité dans une situation, la réglementation européenne doit être respectée, indépendamment du fait que ce soit réglé spécifiquement en droit interne ou non. Nous ne pensons donc pas nécessaire de créer une règle spécifique d'inscription d'office dans le cadre de notre réglementation, mais d'appliquer les règles habituelles de droit européen. Le droit européen comporte en outre nombre de spécificités et d'exceptions ».

Il est pris acte de ces éléments de justification sous réserve de l'observation n° 2.

2. Interrogée plus particulièrement à propos de la conformité des modifications précitées au droit européen, notamment aux règlements (CE) n° 883/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 'sur la coordination des systèmes de sécurité sociale' et n° 987/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 'fixant les modalités d'application du règlement (CE) n° 883/2004 portant sur la coordination des systèmes de sécurité sociale', compte tenu de ce qu'un organisme assureur, dans le groupe de travail assurabilité, a invoqué « le respect du Règlement européen qui prévoit, si l'assuré habitant en Belgique est inscrit dans un [organisme assureur] à charge d'un autre État, une mise à charge du régime du pays où le concerné est assujetti » et ajouté qu'« [a]insi, si un signal DIMONA est délivré, cela signifie que la personne est assujettie en Belgique et doit être à charge de la Belgique », la déléguée du Ministre a précisé ce qui suit :

« L'article 1^{er} n'empêche pas le droit européen de s'appliquer en vertu de la hiérarchie des normes. Dès lors, comme indiqué ci-dessus, en cas d'élément d'extranéité dans une situation, la réglementation européenne doit être respectée, indépendamment du fait que ce soit réglé spécifiquement dans cet article. Nous ne pensons donc pas nécessaire de créer une règle spécifique d'inscription d'office dans le cadre de notre réglementation, mais d'appliquer les règles habituelles de priorité de droit européen, comme nous le faisons pour toutes nos dispositions ».

La seule prise en considération de la primauté des règles de droit européen directement applicables, qui, comme le rappelle la déléguée du Ministre, est de droit, ne suffit pas à garantir la sécurité juridique. Les textes en vigueur en Belgique doivent être rédigés en manière telle qu'ils n'apparaissent pas comme contrevenant en eux-mêmes aux règles européennes directement applicables, même si, par ailleurs, pareil conflit entre les dispositifs de droit interne et de droit européen doit en principe toujours se résoudre en faveur de la norme supérieure de source européenne, le cas échéant après l'exercice des recours juridictionnels. Afin d'éviter que le dispositif soit lu, spécialement par l'étendue de son champ d'application, comme dérogeant de manière inadmissible aux règles du droit européen qui sont pertinentes en la matière et d'éviter que, le cas échéant, les intéressés soient tenus de recourir en justice pour faire reconnaître en leur faveur la primauté du droit européen, le dispositif en projet doit être complété pour préciser qu'il ne s'applique pas aux situations entrant dans le champ d'application des règles du droit européen directement applicables en la matière. Le Conseil d'État prend acte, certes, de ce que la pratique administrative confirmée par la réponse de la déléguée du Ministre va dans le sens d'une reconnaissance de cette primauté mais pareille reconnaissance ne saurait suppléer une insuffisance des textes.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

La version néerlandaise de l'intitulé du projet doit être rectifiée pour y intégrer le texte correct de l'intitulé de l'arrêté royal modifié du 3 juillet 1996.

DISPOSITIF

Article 3

1. Invitée à justifier l'effet rétroactif au 1^{er} avril 2022 prévu à l'alinéa 1^{er}, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« Le but est d'améliorer la procédure d'inscription dans l'intérêt des assurés sociaux. En outre, les organismes assureurs ont un délai de réaction de 60 jours suite à la réception du signal DIMONA pour interpellier les personnes à charge. Dans les faits, la rétroactivité sera donc limitée ».

Le caractère limité de la rétroactivité envisagée ne constitue pas une justification de celle-ci. En tout état de cause, il est rappelé que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit, que la rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi et qu'en l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels ¹.

La rétroactivité de l'alinéa 1^{er} ne peut se justifier que si elle s'inscrit dans une des hypothèses précitées.

Tel ne semble pas être toujours le cas. Il se peut en effet que, dans certaines hypothèses, il soit porté atteinte aux droits de certains assurés sociaux, ainsi qu'il résulte de l'exemple qui suit. Il ressort de l'article 252, alinéa 9, en projet que, lorsqu'un bénéficiaire est déjà inscrit en qualité de personne à charge dans un organisme assureur, son accord d'y être inscrit en qualité de titulaire est présumé s'il ne notifie pas au plus tard le dernier jour du mois suivant la demande de son organisme assureur son refus d'y être inscrit en tant que titulaire. Or il se peut que, pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'intéressé n'ait pas été en mesure de répondre à l'organisme assureur dans les délais prescrits alors qu'il continuait à remplir les conditions pour

¹ En ce sens, l'avis 54.470/2 donné le 4 décembre 2013 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 11 février 2014 'portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/54470>), l'avis 58.508/2 donné le 14 décembre 2015 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 24 février 2016 'portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/58508>) et l'avis 70.373/2 donné le 23 novembre 2021 sur un projet devenu l'arrêté ministériel du 8 février 2022 'portant la pondération et la répartition en classes de fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique de la police fédérale et portant modification de l'arrêté ministériel du 22 novembre 2016 portant la pondération et la répartition en classes des fonctions de niveau A du cadre administratif et logistique du secrétariat de la police intégrée (SSGPI)' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/70373.pdf>).

être maintenu dans la catégorie des personnes à charge au motif, par exemple, que les revenus qu'il tire de son activité salariée sont insuffisants à lui accorder la qualité de titulaire.

2. Invitée également à justifier la différence d'entrée en vigueur, au 1^{er} janvier 2023, pour les personnes concernées par une inscription à la suite de la réception de documents visés à l'article 276, § 1^{er}, point 1, de l'arrêté royal du 3 juillet 1996, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« Cette date s'explique d'une part par le fait de prévoir du temps pour les adaptations IT, à la demande des organismes assureurs, et d'autre part, par souci de mettre tous les assurés sociaux, pour qui le bon de cotisation n'est pas nécessairement délivré à la même date pour la même année de référence, sur le même pied d'égalité (le 1^{er} avril, certains l'auront déjà reçu pour l'année de référence précédente, d'autres non, tandis qu'un 1^{er} janvier, personne ne l'a reçu pour l'année de référence précédente) ».

Cette justification apparaît admissible.

3. Interrogée enfin à propos de la portée de l'habilitation au ministre prévue à l'article 3, alinéa 2, du projet, de pouvoir « élargir » l'entrée en vigueur à propos des autres « qualités de titulaire » qui pourraient être prises en compte et sur la question de savoir si cet « élargissement » de l'entrée en vigueur pouvait être de nature rétroactive, la déléguée du Ministre a apporté les éléments de réponse suivants :

« Il s'agirait d'étendre le projet aux autres qualités de titulaires pour lesquelles les organismes assureurs reçoivent automatiquement un flux à savoir aux personnes à charge qui deviennent titulaires indépendants, chômeurs, pensionnés et veufs. L'objectif n'est pas de prévoir une entrée en vigueur rétroactive ».

Il découle de cette réponse que l'habilitation prévue n'autorise pas tant le Ministre à élargir l'entrée en vigueur de l'arrêté royal examiné mais bien à élargir le champ d'application *ratione personae* de celui-ci de manière à viser d'autres catégories de titulaires pour lesquelles la procédure d'inscription d'office serait prévue. Or, en règle générale, une subdélégation de pouvoirs réglementaires à un ministre ne peut être admise que pour des questions techniques ou de détail.

Dès lors que tel n'est pas le cas de la mesure envisagée, cette modification du champ d'application *ratione personae* doit être prévue par le Roi.

Par conséquent, l'article 3, alinéa 2, du projet sera omis.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

In het zevende lid van de aanhef wordt verwezen naar het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit.

De gemachtigde van de minister heeft aangegeven dat om dat advies verzocht is maar dat het nog niet verkregen is.

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit vormvereiste naar behoren vervuld wordt.

Indien naar aanleiding van het vervullen van dat vormvereiste in de tekst die aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is nog wijzigingen aangebracht zouden worden die niet eveneens zouden voortvloeien uit het gevolg dat aan dit advies gegeven wordt, zouden de gewijzigde bepalingen opnieuw aan de afdeling Wetgeving voorgelegd moeten worden overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De gemachtigde van de minister heeft de volgende redenen opgegeven voor het feit dat de voorgenomen wijzigingen van artikel 252 van het koninklijk besluit van 3 juli 1996 ‘tot uitvoering van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994’ ertoe leiden dat de procedure van ambtshalve inschrijving alleen geldt voor personen ten laste opdat zij ten gevolge van een DIMONA-signaal bij dezelfde verzekeringsinstelling gerechtigde worden, met uitsluiting van gerechtigde residenten, studenten en begunstigden van een internationaal verdrag:

“La motivation première du projet est, en cas d’inaction de la personne à charge de s’inscrire comme titulaire salarié suite à l’interpellation de sa mutualité, d’éviter des régularisations et suspensions de droit/récupérations éventuelles, dans l’hypothèse où ces personnes auraient dû être inscrites comme titulaires salariés au premier jour du trimestre du début de leur activité, car elles ne répondaient en réalité plus aux conditions pour être personnes à charge.

Le cas des titulaires résidents/étudiants ne se pose pas de la même manière étant donné qu’il n’y a *a priori* pas de problème d’assurabilité qui empêcherait de conserver la qualité de résident/étudiant.

En outre, pouvoir changer d'office la qualité de ces titulaires en qualité de salarié sur la base du signal DIMONA impliquerait de créer des qualités résiduelles dans le cadre de l'article 32 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, ce qui n'est pour l'heure pas l'objectif. Nous pensons que le libre choix de la qualité par l'assuré est important.

Concernant les bénéficiaires de conventions internationales, nous estimons que quel que soit le contenu de notre réglementation, son application ne peut jamais contrevenir aux règles supérieures européennes ceci en vertu de la hiérarchie des normes. Dès lors, en cas d'élément d'extranéité dans une situation, la réglementation européenne doit être respectée, indépendamment du fait que ce soit réglé spécifiquement en droit interne ou non. Nous ne pensons donc pas nécessaire de créer une règle spécifique d'inscription d'office dans le cadre de notre réglementation, mais d'appliquer les règles habituelles de droit européen. Le droit européen comporte en outre nombre de spécificités et d'exceptions."

Van deze elementen ter verantwoording wordt nota genomen, onder voorbehoud van opmerking 2.

2. Naar aanleiding van een vraag in verband met meer bepaald de overeenstemming van de voornoemde wijzigingen met het Europees recht, inzonderheid met de verordeningen (EG) nr. 883/2004 van het Europees Parlement en de Raad van 29 april 2004 'betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels' en nr. 987/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 'tot vaststelling van de wijze van toepassing van Verordening (EG) nr. 883/2004 betreffende de coördinatie van de socialezekerheidsstelsels', rekening houdend met het feit dat een verzekeringsinstelling in de werkgroep verzekeraarheid gewag gemaakt heeft van "le respect du Règlement européen qui prévoit, si l'assuré habitant en Belgique est inscrit dans un [organisme assureur] à charge d'un autre État, une mise à charge du régime du pays où le concerné est assujéti" en daaraan het volgende toegevoegd heeft "Ainsi, si un signal DIMONA est délivré, cela signifie que la personne est assujéti en Belgique et doit être à charge de la Belgique", heeft de gemachtigde van de minister het volgende te kennen gegeven:

"L'article 1^{er} n'empêche pas le droit européen de s'appliquer en vertu de la hiérarchie des normes. Dès lors, comme indiqué ci-dessus, en cas d'élément d'extranéité dans une situation, la réglementation européenne doit être respectée, indépendamment du fait que ce soit réglé spécifiquement dans cet article. Nous ne pensons donc pas nécessaire de créer une règle spécifique d'inscription d'office dans le cadre de notre réglementation, mais d'appliquer les règles habituelles de priorité de droit européen, comme nous le faisons pour toutes nos dispositions."

Het louter in aanmerking nemen van de voorrang van de rechtstreeks toepasselijke regels van Europees recht, welke voorrang, zoals de gemachtigde van de minister opmerkt, van rechtswege geldt, volstaat niet om de rechtszekerheid te garanderen. De in België geldende teksten moeten aldus gesteld worden dat ze niet op zich in strijd lijken met de rechtstreeks toepasselijke Europese regels, ook al moet een dergelijk conflict tussen het dispositief van intern recht en dat van Europees recht overigens altijd opgelost worden in het voordeel van de hogere norm uit Europese bron, in voorkomend geval na uitoefening van de jurisdictionele beroepen. Om te voorkomen dat het dispositief, in het bijzonder door het ruime toepassingsgebied ervan, in die zin geïnterpreteerd wordt dat daarbij op onaanvaardbare wijze afgeweken zou worden van de ter zake relevante regels van Europees recht en, in voorkomend geval, de betrokkenen in rechte moeten

treden om de voorrang van het Europees recht ten behoeve van zichzelf te doen erkennen, moet het ontworpen dispositief aldus aangevuld worden dat daarin gepreciseerd wordt dat het niet van toepassing is op de situaties die binnen het toepassingsgebied vallen van de rechtstreeks toepasselijke regels van Europees recht ter zake. De Raad van State neemt er weliswaar akte van dat de administratieve praktijk waarvan het bestaan door de gemachtigde van de minister in zijn antwoord bevestigd wordt, in de richting gaat van de erkenning van de voorrang van het Europees recht, maar een dergelijke erkenning kan een tekortkoming van de teksten niet ondervangen.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

De Nederlandse tekst van het opschrift van het ontwerp dient verbeterd te worden door het opschrift van het te wijzigen koninklijk besluit van 3 juli 1996 daarin correct over te nemen.

DISPOSITIEF

Artikel 3

1. Naar aanleiding van de vraag de redenen op te geven voor de terugwerking tot 1 april 2022 waarin het eerste lid voorziet, heeft de gemachtigde van de minister het volgende uiteengezet:

“Le but est d’améliorer la procédure d’inscription dans l’intérêt des assurés sociaux. En outre, les organismes assureurs ont un délai de réaction de 60 jours suite à la réception du signal DIMONA pour interpeller les personnes à charge. Dans les faits, la rétroactivité sera donc limitée.”

Dat de voorgenomen terugwerking beperkt zal zijn, vormt geen reden ter verantwoording ervan. Er wordt hoe dan ook aan herinnerd dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben, dat terugwerkende kracht evenwel verantwoord kan zijn indien ze bij de wet toegestaan is en dat, indien ze niet bij de wet toegestaan is, terugwerkende kracht alleen bij wijze van uitzondering aanvaard kan worden, inzonderheid wanneer ze nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een feitelijke of een rechtstoestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.¹

¹ Zie in die zin advies 54.470/2, op 4 september 2013 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 11 februari 2014 ‘houdende de weging en de indeling in klassen van ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/54470.pdf>), advies 58.508/2, op 14 december 2015 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 24 februari 2016 ‘houdende de weging en de indeling in klassen van de ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/58508.pdf>) en advies 70.373/2, op 23 november 2021 gegeven over een ontwerp dat geleid heeft tot het ministerieel besluit van 8 februari 2022 ‘houdende de weging en de indeling in klassen van ambten van het niveau A van het administratief en logistiek kader van de federale politie en tot wijziging van het ministerieel besluit van 22 november 2016 houdende de

Voor de terugwerkende kracht van het eerste lid kan slechts een goede reden bestaan als ze in één van de voornoemde gevallen in te passen valt.

Zulks lijkt niet altijd het geval te zijn. Het kan immers dat, in bepaalde gevallen, afbreuk gedaan wordt aan de rechten van bepaalde sociaal verzekerden, zoals blijkt uit volgend voorbeeld. Uit het ontworpen artikel 252, negende lid, volgt dat wanneer een rechthebbende reeds in de hoedanigheid van persoon ten laste ingeschreven is bij een verzekeringsinstelling, zijn instemming om daar als gerechtigde ingeschreven te worden, verondersteld wordt indien hij niet uiterlijk op de laatste dag van de maand volgend op het verzoek van zijn verzekeringsinstelling zijn weigering meedeelt om als gerechtigde te worden ingeschreven. Het kan evenwel gebeuren dat de betrokkene, om redenen buiten zijn wil om, niet de mogelijkheid gehad heeft om binnen de voorgeschreven termijn aan de verzekeringsinstelling te antwoorden, terwijl hij nog steeds voldeed aan de voorwaarden om opgenomen te blijven in de categorie van de personen ten laste omdat, bijvoorbeeld, het inkomen dat hij uit zijn bezoldigde activiteit verkrijgt niet hoog genoeg is om hem de hoedanigheid van gerechtigde te verlenen.

2. Naar aanleiding van het verzoek om eveneens de redenen op te geven voor de verschillende inwerkingtreding, op 1 januari 2023, voor de personen voor wie de inschrijving volgt op de ontvangst van de documenten bedoeld in artikel 276, § 1, punt 1, van het koninklijk besluit van 3 juli 1996, heeft de gemachtigde van de minister het volgende uiteengezet:

“Cette date s’explique d’une part par le fait de prévoir du temps pour les adaptations IT, à la demande des organismes assureurs, et d’autre part, par souci de mettre tous les assurés sociaux, pour qui le bon de cotisation n’est pas nécessairement délivré à la même date pour la même année de référence, sur le même pied d’égalité (le 1^{er} avril, certains l’auront déjà reçu pour l’année de référence précédente, d’autres non, tandis qu’un 1^{er} janvier, personne ne l’a reçu pour l’année de référence précédente).”

Die reden lijkt aanvaard te kunnen worden.

3. Naar aanleiding van een vraag, ten slotte, in verband met de draagwijdte van de machtiging aan de minister zoals bedoeld in artikel 3, tweede lid, van het ontwerp, om de inwerkingtreding met betrekking tot andere “hoedanigheden van gerechtigde” die in aanmerking genomen zouden kunnen worden “uit [te] breiden” en van de vraag of die “uitbreiding” van de inwerkingtreding terugwerkende kracht zou kunnen hebben, heeft de gemachtigde van de minister de volgende elementen van antwoord aangereikt:

“Il s’agirait d’étendre le projet aux autres qualités de titulaires pour lesquelles les organismes assureurs reçoivent automatiquement un flux à savoir aux personnes à charge qui deviennent titulaires indépendants, chômeurs, pensionnés et veufs. L’objectif n’est pas de prévoir une entrée en vigueur rétroactive.”

Uit dat antwoord volgt dat de beoogde machtiging de minister er niet zozeer toe machtigt de inwerkingtreding van voorliggend koninklijk besluit uit te breiden maar wel het toepassingsgebied *ratione personae* ervan aldus uit te breiden dat andere categorieën van

gerechtigden beoogd worden voor wie de procedure van ambtshalve inschrijving zou gelden. Subdelegatie van verordenende bevoegdheden aan een minister kan, in het algemeen, evenwel alleen aanvaard worden voor technische of detailkwesties.

Aangezien dat niet het geval is met de voorgenomen maatregel, moet die wijziging van het toepassingsgebied *ratione personae* vastgesteld worden door de Koning.

Bijgevolg moet artikel 3, tweede lid, van het ontwerp weggelaten worden.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Béatrice DRAPIER

Pierre VANDERNOOT